

PREAMBULE : DE L'IMPERIEUSE URGENCE A REDUIRE DRASTIQUEMENT LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Les évolutions législatives récentes posent le principe d'équidistance entre les droits à construire et ceux qui la protection de la nature.

FRANCE STRATÉGIE - rapport janvier 2020. Le préambule rappelle (si besoin était !) que la biodiversité résulte de la longue évolution de la vie sur terre et que celle-ci offre à la biosphère des capacités de résilience et d'efficacité d'usage des ressources par l'activité intégrée de toute les composantes des systèmes, dont l'Homme lequel doit respecter son milieu, la Terre dans sa globalité .

Le World Forum Economic- L'érosion de la biodiversité est perçue comme le 1° risque pour le développement de l'humanité et de son économie.

La Commission européenne. L'avis « Ramener la nature dans nos vies »-mai 2020 marque un changement heureux, à confirmer, de la politique de l'UE : la nature doit devenir un axe majeur pour toutes les politiques publiques, fort des constats :

- La pandémie de la COVID19 souligne l'urgence à protéger et restaurer les atteintes à la nature ;
- La biodiversité et le bon fonctionnement des écosystèmes sont essentiels pour renforcer la résilience de nos sociétés ;
- La nature fournit des services représentant 50 % PIB mondial ;
- **La préservation de la biodiversité implique *a minima* la réduction, ou mieux l'arrêt de l'artificialisation¹ des sols** et la restauration des écosystèmes.

Le Conseil Economique, Social et Environnemental-- rapport septembre 2020- dresse un bilan mitigé de l'action publique dans le domaine de l'environnement.

- Si « *le dérèglement climatique est entré dans le viseur des responsables politiques* » « *la biodiversité est restée sur le bord du chemin* ».
- Les résultats de loi de 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, restent très en dessous de l'objectif qu'elle prescrit de « *zéro perte nette de biodiversité* », constatant « *que non seulement la reconquête n'est pas amorcée, mais qu'au contraire, le déclin se poursuit* ».
- Un nouveau paradigme est absolument nécessaire. A titre d'exemple, la dérive d de la séquence ERC « *éviter, réduire et compenser* » est pointée dans une étude dans la Biological Revue : pour 2.400 ha artificialisées, seulement 577 ha de compensation.

La Convention Citoyenne pour le Climat fait du« zéro artificialisation des sols » à l'horizon 2030 une de ses préconisations phares (rapport juin 2020).

La Plateforme Intergouvernementale de la Biodiversité et des Services des écosystèmes (IPBES)- rapport 2020- dresse un alarmant bilan sur le territoire français:

- 5,16 millions d'hectares (ha) artificialisées ; soit 9,4 % du territoire, l'équivalent de 800 m²/habitant.
- Sur les 30 dernières années : expansion des sols artificialisés de 1,4 % en moyenne/ an, sans de fléchissement sur les 10 dernières années, bien supérieure à l'augmentation de la population ;
- Sont consommées par an en France: 65 000 ha (650 Km²), la France, le mauvais élève européen.

LES LOGEMENTS RESIDENTIELS

¹ L'artificialisations ou l'imperméabilisation des sols, des terres signifie des zones sont soustraites de leur état naturel, à usages forestier ou agricole. Il en résulte des sols bâtis ,des surfaces revêtues ou stabilisées ou encore des aires fortement anthropiques :sols pollués et/ou érodés...

Les nouveaux logements

Il est privilégié la production de logements neufs cat faible ambition de la rénovation du parc vacant :

Le PADD et DOO sont basés sur la continuité historique des 30 dernières années sur la démographie et la taille moyenne des foyers.

Aucune évolution ne semble pouvoir s'envisager ! Le foyer restera à 1,52 personnes bien même on souhaite accueillir de jeunes ménages !

Une déclaration incantatoire de dynamiser la croissance démographique.

Par un abscons calcul, pour satisfaire les besoins seraient, 17 500 logements à construire pour loger l'augmentation de 22 6500 habitants et le parc de résidences secondaires.

Sont retenues notamment les dispositions :

- 100/an nouvelles résidences secondaires /an, au lieu de 200. Or il n'existe pas de disposition opposable dans cette optique,
- Et encore l'hypothèse sur la taille des foyers nouveaux installés : 1,6 habitant par logement

La vraisemblance de ces hypothèses et la capacité à les faire réaliser est grandement questionnable puisque aucune disposition opposable n'est avancée.

Réduction de la vacance

Une bien faible volonté pour réduire la vacance des logements, inaptes ou insalubres avec une réduction visée de 14,5 % sur 27 ans, soit en rythme annuel 0,53% qui représenterait 33 logements réhabilités, sans objectif minimum, faisant ainsi fi de l'objectif de (re)dynamisation des centres bourgs et villes.

Densification de l'urbanisation

Augmentation de la population	22 500	Ni le PADD ni le DOO posent des contraintes pour réduire la consommation d'espaces urbanisés, ni de règles contraignantes pour éviter le mitage des espaces. réduction de l'extension de l'urbanisation en créant des fronts francs d'urbanisation: on procède «comme d'habitude » en serrant peu la consommation des espaces ». Résultat, chaque nouvel arrivant va consommer 770 m ² pour le seul logement.
Projection de logements	17 500	
Nouveaux logements pour l'accueil de la croissance de population	13 936	
Habitants par logement nouveau arrivants	2	
Création de nouveaux emplois	8 500	
Surfaces urbanisées pour logements résidentiels ha (ha/an)	1 072	
m ² / loger un nouvel habitant (m ² /nouvel H	769	

VOLET ECONOMIQUE

Les attendus du SCoT se satisfont d'une réduction de la consommation foncière d'un facteur 1,7 par rapport à la période de référence sans montrer de manière convaincante qu'on ne pourrait pas faire mieux.

Les attendus des orientations économiques ne se fondent sur aucune information chiffrée de l'activité actuelle et ou de son évolution que les bases INSEE par exemple pourraient éclairer. Dans ces conditions quelle est la crédibilité des chiffres posés : nombre de nouveaux emplois, valeur ajoutée par emploi, besoins de 277 ha des ZAE.

Résultat d'un manque de repères technico-économiques, la seule volonté du PADD n'est pas à ce stade fondée pour donner du poids à ambitions:

- « Pour ne pas dépendre du seul moteur résidentiel, la consolidation de sa base productive passe par une triple ambition : développer l'activité agricole, structurer la filière bois et renforcer le secteur industriel »
- Volonté la d'attirer des jeunes ménages ;

- Création de 8 500 emplois.

AGRICULTURE

Les principes généraux de protection le foncier agricole sont louables, mais fragilisés par les dérogations possibles mal encadrées. Il faut poser le principe fort : hors intérêt public, pas dérogation.

Plus en détail :

- L'identification dans chaque territoire des bâtiments à usage agricole n'est pas retenue, ouvrant les possibilités de destination non justifiées.
- La construction possible d'habitats légers pour l'exploitant doit être limitée par la nature de l'activité, dispositif assorti de l'obligation de démonter les habitats légers et de rendre l'aire apte à l'usage ante car trop d'exemples de «cabanisation» avec les risques inhérents de salubrité, réseaux d'accès, incendie,...

Les forêts doivent être considérées bien plus que des réservoirs de matière pour la filière bois- et bois énergie. Il est dommageable l'absence d'évocation de leur rôle de préservant de la biodiversité, d'amortisseurs des impacts du changement climatique, d'atténuation des pics des crues et d'érosion des sols,...

ENR

C'est essentiellement le photovoltaïque comme EnR candidate sur le territoire qui donne lieu à une évaluation de consommation d'espaces.

Or malgré les options posées et auxquelles F07 souscrit pour privilégier les installations sur :

- les toitures des bâtiments existants et nouveaux bâtiments résidentiels, de productions, commerciales ou publiques,
- les ombrières de parkings
- les friches industrielles

Ce n'est pas moins 95 hectares de surfaces agricoles ou naturelles qui affectées sont pour des parcs PV au sol. Ce chiffre est posé ex abrupto sans la moindre justification.

Compte tenu des enjeux d'artificialisation des sols soustraits aux espaces naturels et à l'agriculture, cette projection ne devrait pas être retenue.

MOBILITE

Une orientation générale : fluidifier la circulation par «des linéaires à 4 voies », mais aucune proposition concrète qui justifiant 65 hectares pour l'extension du réseau routier (cela représenterait un total de 30 km de nouvelles routes !). La nature ayant horreur du vide, la création de tronçons à 4 voies agiront comme des aspirateurs de voitures, donc plus de voiture sur les routes.

La priorité d'accroître les capacités de l'aérodrome d'Aubenas s sur Lanas avec son corollaire de consommer surfaces n'est pas encore une fois fondé. Pas plus que la vision futuriste d'un trafic de voitures volantes sur notre territoire rural. Ce n'est pas non plus une activité touristique vertueuse en consommation d'énergie fossile et essentiellement réservée à une population à revenus élevés.

Sont totalement absents des projets visant à accroître l'attractivité du territoire. Par exemple :

- La résorption du point noir de la traversée de Rosières ;
- Le développement d'une offre de lignes de cars adaptée aux professionnels avec des trajets directs entre Centres pour « rapprocher » les gares de TGV de Valence, Montélimar ou Nîmes. Par exemple la durée de 3 heures pour rejoindre Valence des Vans pourrait être divisée par 2.

ACTIVITES TOURISTIQUES

Comme pour le paragraphe sur l'activité économique, le SCoT ne précise pas les retombées économiques en termes d'emploi, de valeurs ajoutées du tourisme. Le volet sécurisation des emplacements face aux risques des crues est justifié, l'autre d'augmentation des capacités non.

Car poser des règles d'autorisation d'augmentation d'accueil en fonction des capacités actuelles des campings conduit in fine à un « droit de tirage » de 70 hectares de nouvelles capacités ce qui va de pair à l'artificialisation d'autant de nouvelles zones.

DE LA NECESSITE DE PRESCRIRE LES REGLES SUR LES TRAMES BLEUS (TB), LES TRAMES VERTES (TV) ET ENFIN DE PRESCRIRE LES TRAMES NOIRES

Il doit être posé que les prescriptions relatives à la protection de la nature dans les documents d'urbanisme indiquent précisément sur chaque territoire, les corridors fonctionnels à préserver ou à restaurer, les Trames Vertes (TV) et les Trames Bleues (TB), par exemple : distances minimales constructibilité à respecter dans des zones limitrophes à des sites Natura 2000, ENS, Réserves Naturelles Nationales (RNN) ou Régionales (RNR), Sites Inscrits, le long des rivières et ruisseaux s'ils ne sont pas inclus dans un périmètre de protection.

Le projet devrait inclure la nécessité, aujourd'hui omise de prescriptions sur les extinctions des éclairages publics, appelées **les Trames Noires (TM)**. L'excès d'éclairage artificiel est une source de perturbations notables pour la biodiversité et un gaspillage énergétique considérable. Dans cette optique il est nécessaire d'asseoir ces prescriptions sur les articles R.583-1 à R.583-7 du code de l'Environnement qui codifient des dispositions de la loi dite Grenelle II et enfin de rappeler que les éclairages publics pèsent pour 20% des dépenses des communes (source Etude DEME).

ANALYSE SUR DES BASES CHIFFREES

Les dispositions retenues du SCoT découlent d'une projection de la période passée en affectant un coefficient de pondération grosso modo de 2 sur la consommation des surfaces. Aucune rupture par rapport au passé. Le principe de cette élaboration du projet « à la règle de trois » se décline également lorsque les quotas sont répartis sur les 3 secteurs qui structurent le Schéma de Cohérence Territoriale : Bassin Montagne, Albenassien et sud –Ardèche.

Ainsi répartis, les droits d'urbanisation gommement probablement les risques achoppement entre communautés et secteurs. Absentes donc les considérations pour mieux préserver les espaces naturels comme cela est exposé en préambule.

Or le SCoT planifiant pour plus d'un quart de siècle, Il est difficilement imaginable que le futur sera fondé sur l'extrapolation des courbes des 25 dernières années.

Le changement de paradigme n'est pas ici d'actualité. Comment les territoires du SCoT pourront-ils faire face aux inévitables aléas en s'appuyant eux-mêmes sur des PLU et PLUi « compatibles » avec le SCoT ?

Si l'on revient à l'analyse basique : on ne peut pas se satisfaire d'une consommation divisée par deux des surfaces artificialisées. Pour deux raisons :

- La première est de pure logique. Il est notoirement reconnu que le sud-Ardèche a été pendant de longues années un mauvais élève dans la consommation d'espaces, le mitage des territoires fragilise la biodiversité sur des espaces trop morcelés. La comparaison avec un très mauvais historique n'est pas pertinente.
- La seconde tient à l'urgence à réduire très fortement la consommation de surfaces. C'est une urgence énoncée à l'échelle internationale (Cf. Préambule).

Comment peut-on se satisfaire d'une projection à 25 ans de consommation pratiquement autant que ce qui est constaté à l'échelle nationale issu de siècles de consommation

L'avis de la FRAPNA

Principalement assis sur la consommation d'espaces corollaire d'artificialisations des sols, l'avis de la FRAPNA 07 sur ce projet est négatif.

De par l'obligation faite aux documents d'urbanisme à l'intérieur du périmètre couverts par le SCoT, le projet aurait gagné dans sa méthode à :

- Explorer des scénarii plus en rupture avec les constats historiques. On est bien loin des orientations et probablement des obligations futures du « zéro artificiellement des sols ».
- A prévoir des réserves foncières qui permettraient des arbitrages réguliers pour justifier les besoins par étapes de « tirages » de nouvelles surfaces à urbaniser.